

# **COURAGE, DÉTERMINATION ET LUCIDITÉ!...**

La gôche et la droite se succèdent au pouvoir et s'emploient avec zèle à détruire les acquis de la classe ouvrière, en premier lieu, le droit à retraite.

La méthode est immuable: un discours savamment rodé tente de convaincre de l'inéluctabilité d'une réforme pour préserver l'avenir de notre système de retraites menacé par la crise, démographique ou économique, selon les circonstances et les époques. Un rapport, aujourd'hui le rapport Moreau, est commandité pour étayer cette thèse. Des enquêtes, présentées comme objectives pour ne pas dire scientifiques, sondent les opinions à défaut des âmes et nous assènent la vérité révélée: les français sont convaincus de la nécessité de la sainte réforme qui, en cette rentrée, c'est maintenant officiel, sera l'allongement de la durée de cotisations, mais d'autres menaces ne sont pas à écarter, notamment concernant les pensions de la Fonction publique.

Pour se plier aux exigences de la crise et de l'opinion publique, entités transcendantes, il faut alors instituer une union sacrée, pudiquement baptisée «*dialogue social*» ou «*conférence sociale*». In fine, la seule inconnue, mais déterminante pour la réussite ou l'échec du processus totalitaire, est justement la mise en œuvre du «*dialogue social*».

La CFDT, fidèle à son histoire et à ses traditions catholiques, a immédiatement fait allégeance à François II par la voix de son secrétaire général, Laurent Berger: «*le rapport de force ne s'opère pas simplement dans la rue. C'est aussi la capacité de peser par ce que l'on représente et propose dans la discussion*».

Par ailleurs, la CGT-FO, la CGT, la FSU et SUD se sont rencontrés le 8 juillet et ont décidé d'une initiative commune le 10 septembre. Voici le texte intégral du communiqué intersyndical:

*«Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires se sont réunies aujourd'hui sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.*

*Après la Conférence sociale et les concertations de l'été, le Gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre.*

*Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi d'autant que le calendrier imposé est très resserré. Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures qu'elles ne sauraient accepter: tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.*

*Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes. L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.*

*Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.*

*Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire.*

*Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité. Les organi-*

sations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement».

On peut légitimement déplorer que ce communiqué se place dans le cadre des conférences sociales en parlant même des «concertations de l'été» (sic). On peut s'interroger sur la phrase: «Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes». N'aurait-il pas été plus simple, et surtout plus clair, de revendiquer l'abrogation des «réformes» évoquées et le retour aux 37,5 annuités pour tous, public/privé? Mais surtout, que penser du passage suivant: «[...] ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement». D'aucuns en accusant le MEDEF de faire la loi, ne voudraient-ils pas protéger le gouvernement de gôche? Il est vrai que la CGT a appelé à voter Hollande...

Nonobstant ces nécessaires remarques, on peut se féliciter que l'appel énonce clairement les revendications: «Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures quelles ne sauraient accepter: tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes».

On peut également lire: «Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité». Fort bien, trop souvent les déclarations gouvernementales qui niaient toute politique d'austérité ont semblé être prises pour argent comptant. Mais il convient de ne pas oublier que l'austérité est une politique économique dictée par l'Union européenne et qu'elle étrangle les peuples de tout le continent.

Le mardi 27 août, le Premier ministre a dévoilé les premières mesures de son projet. La durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein sera augmentée d'un trimestre tous les trois ans pour atteindre quarante-trois années en 2035.

On s'y attendait, les jeunes qui, études obligent, entrent de plus en plus tard sur le marché du travail (pour ne prendre qu'un seul exemple, pour être enseignant du premier degré il fallait auparavant avoir le Bac, ensuite Bac plus deux, puis une licence et maintenant un master...) n'auront comme perspectives qu'une retraite de misère voire «la retraite des morts»...

Comme si ça ne suffisait pas, Ayrault a également annoncé que le gouvernement prévoit une réforme "pour que le financement de la protection sociale pèse moins sur le coût du travail". Cette réforme, promise au Medef selon «Le Monde» qui sait de quoi il parle en l'occurrence, concernera la "branche famille", en particulier, "cette évolution sera engagée dès 2014, de sorte qu'il n'y ait pas de hausse du coût du travail l'année prochaine".

Les calotins de la CFDT n'ont pas tardé à réagir aux annonces gouvernementales: «La CFDT prend acte des efforts partagés et mesurés qui sont demandés et restera vigilante sur la concrétisation des mesures de justice annoncées». Un seul mot me vient à l'esprit: larbins!

La grève du 10 septembre permettra-t-elle de faire reculer le gouvernement et de défendre nos retraites et pensions? A elle seule, non bien sûr, alors pourra-t-elle être à l'origine d'un mouvement social d'ampleur, à l'image de ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal...?

Nul ne peut le prévoir, mais si nous ne voulons pas que le 10 septembre ne soit que le début d'une succession de grèves «saute-mouton» **(1)** avec pour seul résultat l'accompagnement des contre-réformes, il faudra lever plusieurs obstacles.

Préserver l'unité sur des revendications claires, contre l'unicité est impératif. Trahir le mandat pour accueillir la CFDT dans une mythique «intersyndicale» est une tentation forte pour certains. De même que participer à des «discussions» avec le gouvernement pour aboutir à «une bonne réforme».

La lutte des classes nécessite courage, détermination... Et lucidité!

**Christophe BITAUD.**

**(1)** Définition de Littré: «Usité dans cette locution: jouer à saute-mouton, jeu d'adolescents où, après avoir pris son élan en appuyant les mains sur les épaules d'un camarade, on saute par-dessus sa tête, qu'il a baissée d'avance».

# UNE NOUVELLE ESCALADE DANS LEUR CRISE ... ?

Depuis plus de six ans, le capital financier nous matraque par l'intermédiaire de ses laquais; les politiciens de gauche et de droite, relayés par les médias qui ont cessé d'être seulement médiocres pour devenir carrément les instruments directs de cette PROPAGANDE TOTALE.

L'objectif inavoué mais présent sans cesse depuis six ans est de déposséder les salariés de tous leurs acquis conquis de hautes luttes depuis plus d'un siècle. C'est ainsi que la stratégie du capital financier consiste à faire durer la crise, qu'ils ont eux-mêmes provoquée, pour l'installer durablement et tenter d'achever leur sale besogne. Les politiciens au service du capital financier s'emploient à la mise en place d'une société totalitaire (un ensemble de plusieurs centaines de lois répressives même si pour le moment elles ne sont pas utilisées mais qui peuvent l'être à tout moment).

C'est pour cette raison qu'ils mettent en avant ce qu'ils appellent «*les faits de société*», chaque fois qu'ils ont des difficultés à appliquer les mauvais coups à la classe ouvrière. Car leurs arguments du genre «*triple A*», «*rembourser la dette*», «*réduire les dépenses publiques*», «*réguler*», «*assainir*», etc..., sont devenus complètement transparents et usés.

## Un mensonge monumental

Il s'agit de s'appropriier le salaire différé (cotisations ouvrières et patronales) pour l'introduire dans le budget de l'Etat.

Ce que le précédent secrétaire général de la CGT-FO, Marc Blondel, avait déjà qualifié de «*hold-up du siècle!*». Pour s'approprier ce pactole mais aussi le légaliser, les politiciens, relayés par les médias, prêtent une sourde oreille aux réalités du salaire différé. Faut-il rappeler que c'est la résultante du rapport de forces entre les classes en présence, matérialisé dans le code du travail? Car la démocratie ce n'est pas le parlement des godillots mais l'exercice des rapports de forces entre les différentes couches de la société. Bas-les-pattes de la protection sociale qui n'appartient qu'aux salariés et à la classe ouvrière!

En attendant, les politiciens continuent à emprunter aux banques privées avec des taux d'intérêts usuriers car ils sont le soutien et les serviteurs inconditionnels du capital financier.

## Le droit à la retraite

Ce n'est pas par hasard que nous vivons aujourd'hui une énième réforme des retraites. C'est l'illustration par excellence de la volonté de ceux qui nous gouvernent de rendre nos salaires différés au capital financier. Et c'est répondre présents, par la voix de madame Merkel, à l'Europe du Vatican qui exige de réformer les retraites en France pour les niveler par le bas au niveau européen.

C'est ainsi que nous avons droit, à la télévision et dans la presse, à d'innombrables «*experts*» pour nous «*alerter*» sur le fait que les retraites en France sont très nettement supérieures à celles en Allemagne, Angleterre, etc... A l'évidence, tout ça ne passe plus.

## La guerre

Tandis que l'avenir de la réforme Ayrault contre nos retraites est encore incertaine (passera-t-elle le cap de la lutte des classes?) la propagande guerrière de Hollande et Fabius contre le peuple syrien, comme celle de Sarkozy contre le peuple libyen en son temps, bat son plein. Va-t-elle profiter au capital financier contre la classe ouvrière? Les nouveaux humanistes, les nouveaux philosophes, la nouvelle théorie humaniste qui prétend succéder aux Lumières n'est qu'un instrument du capital financier et de son nouvel ordre mondial.

Sous prétexte de droit d'ingérence, tous ces va-t'en-guerre, ne font que justifier la barbarie du capital financier et du nouvel ordre mondial.

Parlons-en. Ils font table rase des innombrables crimes commis par le capitalisme pour pouvoir lui donner des vertus morales et une action moralisatrice. En s'excusant du colonialisme, de l'esclavage, ils s'attribuent une nouvelle virginité!

Dans *Le Figaro* du 27/8/2013, la chronique de Renaud Girard nous rappelle que:

«Les 18-20 octobre 1925, le gouvernement français (celui du «cartel des gauches») fait bombarder Damas où la rébellion s'était étendue. Précision historique: la France n'a pas utilisé de gaz toxique dans cette action, mais seulement des obus explosifs classiques. Le gaz moutarde c'est seulement l'Angleterre qui l'utilisa, dans le pays voisin, l'Irak, pour réprimer la révolte des tribus chiïtes en 1921».

Quand on voit nos courageux Hollande et Fabius, qui n'ont de socialistes que de nom, s'indigner de l'utilisation supposée de gaz toxiques par le régime de Bachar Al-Assad dans la guerre civile où l'opposition est soutenue et armée par les occidentaux (notamment la France) nous avons la mesure de l'hypocrisie, du cynisme et du mensonge au profit de la propagande de guerre qui espère avoir ses prolongements au niveau social en France.

En ce qui nous concerne, nous, militants ouvriers, restons inconditionnellement aux côtés de la classe ouvrière, du progrès et des Lumières contre tous ceux qui essayent de justifier et mettre en place le nouvel ordre mondial. Et nous disons aux militants socialistes, avec Jean Jaurès: «Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage».

**Bertrand KANBAN.**

-----

## **LES COUPS D'GUEULE DU PÈRE BOULOM...**

Faut pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages! C'est sur'ment pas la providence des oiseaux si l'père François le second vient d'annoncer du coup la rifflette à nos r'traites et en Syrie.

Chaque fois qu'y s'prépare un mauvais coup contre les prolos, les bouffe galette jouent la p'tite musique de l'union sacrée pour mettre dans la boîte aux oublis leur politique antisociale.

Ce luisant faudrait aller au casse pipe en Syrie. Nous n'sommes pas des perdreaux d'l'année, y a belle lurette qu'on sait qu'Assad est un dictateur, c'est marrant que les bonnes âmes le flairent seul'ment à c't'heure. Faut croire que zigouiller l'populo à coups d'bayafes c'est pas grave mais avec la chimie c'est une autre paire de manches. Si chimie il y a, on nous a déjà fait l'coup en Irak...

Et les autres galonnés qui, aux quatre coins du globe (un globe avec des coins c'est pas commun!) jouent d'la matraque et torturent pour passer l'temps, on les laisse tranquillos? Ah Bon? L'«*droit d'ingérence*» s'rait-y à géométrie variable? Juste un alibi? Un cache sexe? Un attrape couillons? Allons donc!

Que François le second nous prenne pas pour des jambons. Aucun trouffion doit aller clamser en Syrie pour le business et la géopolitique. Goualons l'*Internationale* les bons bougres:

*Les Rois nous saoulaient de fumées  
Paix entre nous! guerre aux Tyrans!  
Appliquons la grève aux armées  
Crosse en l'air! et rompons les rangs!  
Bandit, prince, exploiteur ou prêtre  
Qui vit de l'homme est criminel;  
Notre ennemi, c'est notre maître:  
Voilà le mot d'ordre éternel.*

Guerre à la guerre!

**Guy BOULOM.**

# GARDONS-NOUS DE CEUX QUI VEULENT NOUS CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ DU BONHEUR ET LA MORALE APPLIQUÉE...

«L'Allemagne est le pays le plus heureux du monde». - GOEBBELS.

-----

## NOUVEL ORDRE MONDIAL EN MARCHÉ... !

Sur le site internet : <http://bigbrowser.bloq.lemonde.fr>, on peut lire...

### **SECRET DEFENSE - La CIA a aidé Saddam Hussein à gazer les troupes iraniennes...**

La CIA a aidé Saddam Hussein à mener des attaques chimiques contre l'Iran en 1988. C'est ce qu'affirme Foreign Policy, documents déclassifiés et témoignages de hauts-gradés américains à l'appui.

Des rapports jusqu'à présent secrets, qui prouvent que, dès 1984, les renseignements américains savaient que leur allié officieux de l'époque, l'Irak de Saddam Hussein, en guerre contre l'Iran de 1980 à 1988, détenait un stock d'armes chimiques, composé de gaz moutarde et de sarin. Deux substances létales, dont l'usage est interdit par le protocole de Genève, ignoré par l'Irak, mais ratifié par les Etats-Unis dès 1975.

«Les Irakiens ne nous ont jamais dit qu'ils comptaient utiliser des gaz neurotoxiques. Ils n'en avaient pas besoin. Nous le savions déjà!» a confié à Foreign Policy le colonel retraité Rick Francona, spécialiste du Moyen-Orient pour les renseignements américains. [...]

-----

Marc Touati a déclaré (*Le Figaro* du 29/8/2013): «Le gouvernement parle de réforme juste, mais elle ne l'est pas. Les régimes spéciaux ne sont toujours pas alignés sur le régime général».

Ce prétendu expert en économie doit savoir que les conditions d'existence de la classe ouvrière et les rapports de forces dans les différents domaines d'activité ont été la cause d'instauration de différents régimes de retraite depuis plusieurs décennies. Prétendre détenir la justice en dehors du temps et de l'espace au détriment des racines est une manipulation éhontée.

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 32 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD

-----